

UNESCO-IICBA et l'équipe spéciale internationale sur les enseignants / Teacher Task Force (TTF)
Atelier régional virtuel de renforcement des capacités sur le développement des politiques des enseignants en Afrique

07 Juillet 2021 - 13h00 - 15h00 (heure de Paris)

Note Conceptuelle

Introduction :

L'UNESCO, son Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique et l'équipe spéciale internationale sur les enseignants, organisent une série de séminaires en 2021 pour les décideurs nationaux et autres parties prenantes concernés en Afrique afin d'accroître leurs connaissances et leurs capacités en ce qui concerne le processus d'élaboration de politiques relatives aux enseignants, les dimensions de la politique enseignante et la manière dont le travail d'élaboration des politiques peut être mieux opérationnalisé au niveau national.

Objectifs de l'atelier régional

Le ou les ateliers virtuels de renforcement des capacités, conjointement organisés par l'UNESCO-IICBA, le TTF et les bureaux régionaux de l'UNESCO, visent à :

- (a) améliorer les connaissances et la compréhension des participants sur le processus d'élaboration de politiques enseignantes, les dimensions de la politique enseignante et la manière dont le travail d'élaboration de la politique peut être opérationnalisé au niveau national;
- (b) diffuser les divers outils et ressources nécessaires à l'élaboration de politiques relatives aux enseignants, principalement le « Guide d'élaboration des politiques relatives aux enseignants » (2019) et le guide sur les « Politiques enseignantes et résultats d'apprentissage en Afrique subsaharienne : Résultats et Modèles » (2016);
- (c) identifier les domaines de complémentarité et de différence entre le guide global et le guide contextualisé africain, pour montrer comment chaque outil est utilisé selon les objectifs et dans quelles circonstances ; et
- (d) créer une plate-forme pour les spécialistes de l'éducation dans les bureaux régionaux et d'autres parties prenantes afin de partager les meilleures pratiques et les défis rencontrés dans le soutien technique à l'élaboration de politiques nationales relatives aux enseignants.

Le contexte

Au cours des deux dernières décennies, les pays africains ont connu des transformations massives de leurs systèmes éducatifs avec des succès significatifs enregistrés pour rendre l'éducation plus accessible à la grande majorité de sa population en âge d'être scolarisée. Des résultats prometteurs ont été obtenus en matière de parité entre les sexes dans l'enseignement primaire dans de nombreux pays, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer un meilleur accès afin de combler les écarts entre les sexes et atteindre tous ceux qui restent. De plus, une partie de l'élan qui sous-tend l'élargissement de l'accès à

l'enseignement primaire continuera en se renforçant et visera aussi l'enseignement secondaire et les autres cycles d'enseignement dans de nombreux pays où la participation demeure très faible. *Le mouvement de l'Éducation Pour Tous* a vu de nombreux enseignants sous-qualifiés entrer dans la profession pour soutenir les objectifs nationaux. Ainsi, les données montrent que trop peu d'élèves quittent l'enseignement primaire avec les compétences de base attendues en lecture et en Mathématiques (ISU, 2019). Les ODD ont donc mis davantage l'accent sur l'accès à une éducation de qualité dans toute la région et sur l'amélioration des résultats d'apprentissage.

Les enseignants qui sont en première ligne de l'offre éducative ont un rôle crucial à jouer pour améliorer les résultats d'apprentissage. Pour l'avenir, l'Afrique doit investir davantage dans la préparation et le soutien continu des enseignants et garantir leurs conditions de travail pour favoriser une éducation et un enseignement de qualité afin d'améliorer les résultats d'apprentissage. L'UNESCO a commencé à appeler à une attention internationale sur les enseignants depuis sa création. Cet appel a abouti à la signature historique de la Recommandation OIT/UNESCO de 1966 concernant le statut des enseignants qui a ensuite été suivie et complétée en 1997 par l'adoption de la Recommandation de l'UNESCO concernant la Statut du personnel enseignant de l'enseignement supérieur.

Les changements politiques mondiaux et régionaux contemporains ont placé les enseignants au centre des processus de réforme qui visent à améliorer la qualité et l'équité de l'éducation. Les objectifs de développement durable (ODD) et le Cadre d'action Éducation 2030 et la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA, 2016-2025) de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) reconnaissent l'importance des enseignants pour la transformation de l'éducation. Par exemple, l'une des priorités clés de l'UA-CESA 2016-2025 est de revitaliser la profession enseignante pour assurer la qualité et la pertinence à tous les niveaux de l'éducation. De même, l'objectif de l'ODD4 sur l'éducation comprend la cible 4.c qui stipule : « D'ici 2030, augmenter considérablement l'offre d'enseignants qualifiés, notamment grâce à la coopération internationale pour la formation des enseignants dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement ».

Politique enseignante holistique et complète

L'importance accordée aux enseignants dans l'agenda des ODD et la stratégie de l'UA-CESA est conforme aux conclusions de diverses études réalisées au fil des ans, qui soulignent que l'investissement dans les enseignants a un impact significatif sur la qualité de l'éducation. Pour aider à atteindre cet objectif, un domaine essentiel nécessitant une attention sérieuse pour s'assurer que les enseignants et l'enseignement sont les acteurs essentiels de tout système éducatif consiste en la préparation et au développement de cadres politiques holistiques qui définissent clairement les rôles des enseignants et déterminent leur travail. Au cours des dernières années, le développement de politiques holistiques et complètes pour les enseignants a pris de l'ampleur en Afrique. C'est ainsi que récemment l'Ouganda et les Seychelles ont validé leurs nouvelles politiques et ont commencé le processus de leur mise en œuvre. Plusieurs autres pays africains, tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Ghana, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Mozambique et le Niger sont actuellement en train d'élaborer des politiques nationales relatives aux enseignants avec des niveaux de progression variés.

La Section de développement des enseignants de l'UNESCO à Paris et l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA), en collaboration avec l'Équipe spéciale internationale

sur les enseignants pour l'éducation 2030 (TTF), ont soutenu techniquement et financièrement les pays dans leurs efforts pour développer une politique enseignante. Ensemble, et en collaboration avec des organisations internationales clés dans le domaine de l'éducation (EI, ILO, GPE, UNHCR, UNICEF et WB), ils mettent actuellement en œuvre un programme conjoint des Nations unies, [l'Initiative Norvégienne pour les Enseignants](#) (NTI), qui soutient quatre pays africains (Burkina Faso, Ghana, Malawi et Ouganda) dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques nationales en faveur des enseignants. En plus d'accompagner techniquement les pays membres tout au long du processus d'élaboration des politiques, l'UNESCO et la TTF ont développé et partagé divers outils et ressources qui facilitent l'élaboration de politiques nationales relatives aux enseignants. Deux ressources clés qui ont été largement utilisées en Afrique sont le « *Guide d'élaboration des politiques relatives aux enseignants* » (GPDE) (publié pour la première fois en 2015 et mis à jour en 2019) et le guide contextualisé de l'IICBA « *Politiques d'enseignement et les résultats d'apprentissage en Afrique subsaharienne : Résultats et Modèles* », qui a été publié en 2016. Le guide de développement de la politique des enseignants de l'IICBA développe et adapte certaines des questions de politique des enseignants décrites dans le GPDE au contexte africain. Ayant toutes deux été utilisées efficacement dans différents pays lors de l'élaboration de leurs politiques nationales holistiques concernant les enseignants, les deux ressources se complètent. En outre, il existe également la [Note d'orientation sur l'élaboration d'une politique enseignante](#) adaptée aux situations de crise, élaborée dans le cadre de la NTI en 2020 afin de fournir aux décideurs politiques un outil supplémentaire pour intégrer une optique de crise dans le processus d'élaboration de la politique relative aux enseignants.

Alors que les efforts nationaux de développement des politiques enseignantes en Afrique prennent de l'ampleur et que de plus en plus de pays s'engagent dans le processus, une très large diffusion des deux guides et le renforcement des capacités des parties prenantes travaillant sur la politique enseignante ne seront jamais de trop. Pour répondre à ces besoins, l'UNESCO, l'IICBA et la TTF se sont associés pour organiser une série d'ateliers régionaux d'information et de partages d'expériences de juillet à décembre 2021 couvrant les 5 sous-régions du continent. Sur la base des contributions et des commentaires de la première session virtuelle, des ateliers de suivi seront planifiés entre septembre et décembre 2021 sur des sujets spécifiques de développement de politiques enseignantes qui doivent être identifiés par le biais d'enquêtes et de sessions de brainstorming (remue-méninges).

Modalité de l'atelier

Le premier atelier régional de partage de connaissances, coordonné par l'UNESCO, l'IICBA et la TTF en coopération avec les bureaux régionaux de l'UNESCO, se tiendra le 07 Juillet 2021 via Zoom. La durée de la réunion sera d'environ 2 heures. L'atelier virtuel comprendra des sessions plénières avec interprétation simultanée (anglais, français et arabe) et des discussions virtuelles en petits groupes, menées dans la langue la plus fréquemment parlée dans la ou les régions identifiées.

Des informations sur les modalités de connexion à la plateforme seront communiquées à tous les participants inscrits avant la réunion. L'ordre du jour de la réunion et la documentation y afférentes (y compris les guides) seront diffusés à l'avance pour donner aux participants suffisamment de temps pour se familiariser avec l'information.

Participation

Les ateliers régionaux devraient être suivis par des experts en formation, développement et gestion des enseignants au sein des ministères de l'Éducation de la région, des points focaux TTF, des commissions nationales de l'UNESCO et des partenaires clés, notamment le personnel de l'UNESCO et des représentants de l'UNICEF, de l'EI, de l'AFTRA, IGAD, ECOWAS, SADC, ECCAS, EAC etc.

Programme provisoire

OBJET				TEMPS
Mots de bienvenue	Co-président : M. Saliou Sall, Spécialiste Senior du Programme			15 min
Remarques introductives	<p>Dr. Yumiko Yokozeki, Directrice de l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA)</p> <p>Dr Carlos Vargas Tamez, Chef de la Section du développement des enseignants de l'UNESCO et du Secrétariat du Groupe de travail international sur les enseignants pour l'éducation 2030 (TTF)</p> <p>Discours d'ouverture : Dr Koumba Boly Barry Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur le Droit à l'Éducation et Cheffe du Secteur Éducation à l'ICESCO</p>			
Discussions en petits groupes	Session I : en anglais	Session II : en français	Session III : en arabe	
- Introductions et contexte (TTF et IICBA)	M. Carlos Vargas-Tamez, UNESCO / TTF	M. Omar Diop, UNESCO Kinshasa	Mme Samira Idelcadi, Ministère de l'Éducation, Maroc	5 min
- Présentation sur les guides d'élaboration de politiques pour les enseignants	M. Peter Wallet, Teacher Task Force et M. Binyam Sisay Mendisu, IICBA	M. Saliou Sall, IICBA	M. Mohamed Aloui, UNESCO Mauritanie	15 min
- Présentation du pays sur l'expérience nationale afin de	Dr Jane Egau Okou, Ministère de l'Éducation et des Sports,	M. Augustin Poudiougou, Conseiller Technique au Ministère de l'Éducation nationale du Mali	Dr Reda Hehazy, Ministère de l'Éducation, Égypte	15 min

<p>partager les leçons apprises</p> <p>- Discussion sur les principaux défis et opportunités régionaux</p>	<p>Ouganda</p> <p>M. Carlos Vargas Tamez, UNESCO / TTF</p>	<p>Lauraine Tone, directrice générale de l'encadrement pédagogique et de la formation initiale et continue du MENA-PLN, Burkina Faso</p> <p>M. Omar Diop, UNESCO Kinshasa</p>	<p>Mme Samira Idelcadi, Ministère de l'Éducation, Maroc</p>	<p>25 min</p>
<p>Questions :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Quels sont les principaux défis politiques dans votre pays par rapport aux neuf dimensions et comment avez-vous essayé de répondre à ces défis ? 2) Quels sont les défis posés par la mise en contexte du ou des guides sur la politique enseignante dans le cadre national ? Comment ceci a-t-il été résolu et quels outils et informations supplémentaires votre pays utilise-t-il ? 3) Quels sont les obstacles rencontrés au cours des différentes phases d'élaboration et de mise en œuvre de la politique en faveur des enseignants ? Comment ont-ils été atténués ? 4) Quels sont les domaines de l'élaboration de la politique en faveur des enseignants ou les dimensions qui nécessitent une attention et une intervention supplémentaires pour renforcer les capacités des pays ? 				
<p>Plénier : M. Carlos Vargas Tamez Compte rendu des discussions de groupe ; questions/réponses</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Sur la base des défis communs identifiés dans les régions, quelles réponses communes pourraient être utiles pour les résoudre ? 2) Comment les guides peuvent-ils être utilisés de manière complémentaire pour garantir les meilleurs résultats possibles ? Quels autres outils, données, informations pourraient être utiles ? 3) De quel soutien supplémentaire les pays et les régions ont-ils besoin pour élaborer des politiques globales et holistiques en faveur des enseignants ? 				<p>40 min</p>
<p>Remarques de clôture et voie à suivre</p> <p>Dr Yumiko Yokozeki, Directrice de l'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IICBA)</p>				<p>5 min</p>

Dr Borhene Chakroun , Directeur des politiques et des systèmes d'éducation et de formation tout au long de la vie, UNESCO	
--	--

Suivi prévu :

Le TTF/IICBA envisage des sessions virtuelles de suivi en septembre 2021 et, éventuellement, en face-à-face lors du Forum de Dialogue politique (PDF) qui se tiendra en décembre 2021. Cela comprendra des activités supplémentaires de renforcement de capacités sur de nouveaux thèmes qui auraient émergé au cours du 1er atelier. Un rapport de synthèse de l'atelier sera également élaboré, traduit et partagé au courant de l'été 2021 avec une 2ème réunion à mi-parcours qui aura lieu virtuellement en septembre pour valider ses conclusions et assurer une certaine continuité entre la réunion de juin et un 3e événement lors du Forum de dialogue politique (PDF) de la Teacher Task Force en début décembre 2021.